

Médias et communication en Chine : une année 2008 d'évolution des dispositifs et des usages.

Olivier Arifon, maître de conférence HDR, Laboratoire FARE, Université de Strasbourg

Revue *Hermès* n°55, décembre 2009, pp. 57-63.

Depuis le début des années 1990, le concept de société de l'information permet de montrer, même de manière imprécise, comment les technologies associées à l'information et à la communication structurent nos sociétés. L'ensemble s'incarne dans les réseaux considérés comme une ressource de compétitivité et de développement et dans des politiques publiques sur les savoirs, facteur de démocratie.

Du point de vue des Sciences de l'Information et de la Communication, c'est la coexistence d'un discours polysémique, d'un discours légitimé par les médias et par le politique qui donne consistance au concept. Dans le même temps, les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont devenues des préoccupations politiques majeures.

Selon cette approche, médias et TIC sont depuis longtemps revendiqués par le gouvernement chinois comme vecteurs de développement économique, de connaissance et de communication. Cependant, le pouvoir chinois parvient à contrôler l'essentiel des messages de la TV, des journaux et, un peu plus difficilement, ceux d'Internet (Reporters sans Frontières, 2007, Arifon, 2007). De ce fait, encore récemment, des analystes occidentaux et chinois caractérisaient cette situation de « société de divertissement », signifiant que les messages principaux (voire uniques) des médias étaient centrés sur la consommation, l'enrichissement et le divertissement. Jusqu'en 2008, il est possible de considérer que l'usage et la place des TIC donne à la version chinoise de la société de l'information une forme « incomplète », au sens défini en Occident. Cependant, des possibilités d'expression pour les citoyens et plus largement la société civile, existent de plus en plus modifiant ainsi ce tableau. Ceci rejoint l'idée que les TIC et la société de l'information sont devenues des contributeurs à part entière des évolutions de l'espace public (Maigret, 2008). En d'autres termes, les restrictions et le contrôle des médias en Chine limitent cet espace à des dispositifs de divertissement qui excluent le discours politique, hormis de celui du parti Etat. Or durant l'année 2008, des formes différentes se sont développées ; ils permettent de révéler les évolutions de la notion de société de l'information et informent sur la société civile. C'est le propos de cet article.

Une année d'événements et de médiatisation

Dans le contexte de la Chine de 2008, trois changements majeurs sont intervenus dans les formes de communication et dans l'usage des médias. Ces changements ont essentiellement été initiés par la modification de la communication du gouvernement et, plus visiblement encore, par des actions de citoyens. Tous ont eu un impact sur l'espace public. L'examen de ces trois événements permet d'identifier des évolutions qui, assemblées, sont des indicateurs sinon d'un changement réel de politique, du moins d'un contexte différent d'utilisation des médias, révélateurs d'une évolution et de la forme que peut prendre la société de l'information en Chine. Il est cependant intéressant de contextualiser et de relativiser cette réflexion par le propos d'un chercheur chinois de la Simon Fraser University (Canada) qui reflète sous une forme ou une autre, ceux de nombreux autres chercheurs : « (...) *Although the Western media are proud of their own press freedom, for Chinese audiences the Western media are part of the Western political economic system, and more bluntly, agents of Western cultural superiority and even domination*¹. » (Bien que les médias occidentaux soient fiers de leur liberté de la presse, pour le public chinois, les médias occidentaux sont une partie du système politique et économique, et plus franchement, des agents de la supériorité culturelle et même de domination de l'Occident.) Ici, le point de vue repose sur une argumentation décentrée qui associe économie, intérêts de l'Occident et liberté de la presse pour construire une représentation systémique de l'Occident. Que l'on se place de l'intérieur ou de l'extérieur du modèle, ceci peut avoir pour effet d'introduire un doute sur un raisonnement à « l'occidentale » et de permettre aux arguments chinois de faire contrepoids.

Une tempête de neige

L'exceptionnelle tempête de neige du nouvel an 2008, qui se déroule en février et où près de 200 millions de personnes se déplacent pour rejoindre leurs familles, a paralysé la majeure partie du sud du pays (transports, routes...). Conscient des enjeux et surtout de la dimension à la fois symbolique et problématique de ces voyageurs bloqués dans les gares, le gouvernement a amplifié une stratégie déjà visible en 2007. Les déplacements du Premier ministre Wen Jiabao dans différents lieux et leurs fortes médiatisations forment les signes essentiels de cette politique habituellement qualifiée de communication de crise (Libaert, 2006²). La réac-

tion est conforme aux paramètres significatifs d'une crise : saturation de la communication, importance des enjeux, accélération du temps et forte incertitude. Il convient de préciser que le Premier ministre est fort apprécié par la population et se donne une image de père de la nation. Excepté sur ce dernier point, il suit les démarches de ses homologues partout dans le monde qui, depuis plusieurs années déjà, se déplace *in situ* pour évaluer la situation et témoigner de l'implication et de la mobilisation de l'Etat sur la question. Sans être une démarche réellement innovante, il y a là une forme de communication aux intérêts bien compris et qui remplit ses fonctions sociales et politiques : réactivité, acte de reconnaissance d'une responsabilité (ici un dysfonctionnement), transparence et occupation du terrain.

Des émeutes dans les régions tibétaines

Les émeutes à Lhassa, dans la région autonome du Tibet et dans les autres provinces à forte densité de populations tibétaines de mars 2008 constituent le deuxième événement. À partir du 10 mars et après quatre jours de confusion et d'hésitation, moment qui a permis aux journalistes et aux touristes de témoigner et de diffuser images et informations, le pouvoir a interdit l'accès à ces régions aux journalistes étrangers et l'a fermée aux touristes. Cette attitude reflète la crispation du parti Etat sur la question tibétaine et se pose en contradiction avec la stratégie et le style identifié ci-dessus.

Plus intéressant est la création par un étudiant chinois d'un site de réaction aux informations sur les émeutes diffusées dans les médias occidentaux, www.anti-cnn.org. Le but de ce site est de « collecter, classer et montrer les comportements erronés des médias occidentaux³ ». le site vise non seulement CNN, mais aussi l'ensemble des médias occidentaux et le créateur argumente sa démarche en indiquant que certaines photos comportent une légende fautive ou que les policiers à l'image ne sont pas chinois. En effet, on peut y trouver lors d'un reportage sur la situation au Tibet d'un journal télévisé allemand, une photo avec des manifestants emmenés par la police aux uniformes... népalais. Cas très commenté, il reste à notre connaissance le seul à ce jour. La dimension nouvelle est l'implication de nombreux internautes chinois qui ont spontanément alimenté le site en images et en commentaires visant à relever erreurs et interprétations des médias occidentaux.

Face aux accusations portées envers les médias, l'analyse du journal allemand *Der Spiegel* est intéressante. Le journal dénonce une boucle : « *Journalists have had to make do with a large number of hard-to-confirm facts and ambiguous images, which automatically increases the risk of making mistakes and errors; This, in turn, has also made it easier for the Chinese*

*authorities to accuse them for manipulation*⁴. » (Les journalistes ont eu à faire avec de nombreux faits difficiles à confirmer et à des images ambiguës, ce qui automatiquement augmente le risque de faire des erreurs. Ce qui, en retour, a rendu plus facile les accusations de manipulation par les autorités chinoises). Le cycle est complet et renvoie d'une part aux pratiques du gouvernement chinois, d'autre part aux évolutions des pratiques journalistiques face aux flux et aux possibilités de manipulations d'images, maintenant le plus souvent numériques.

Interdit environ un mois après son ouverture, le site anti-cnn.org fonctionne de nouveau⁵. Son interdiction devait être lié à la volonté du gouvernement de limiter les excès de nationalisme et de critique envers l'Occident, quatre mois avant le début des Jeux Olympiques de Pékin du mois d'août.

Au-delà d'un nationalisme revendiqué, le débat autour de ce site a porté sur la désinformation, considérée comme volontaire par les internautes. À aucun moment et comme nos discussions avec des partenaires académiques l'ont montré⁶, il n'était question de traitement rédactionnel, d'angle de vue ou de pluralisme selon les médias ou selon les sources. Le point de vue chinois était de dire que la couverture médiatique du sujet par l'Occident était simplement fautive. Et en 2009, les débats et les conclusions sont similaires dans un travail sur la couverture des événements de 2008 par les médias occidentaux⁷. Pour compléter cette stratégie de contre-argumentation envers les médias occidentaux, le seul quotidien chinois en langue anglaise rattaché à l'agence officielle Xinhua, le *China Daily* proposait chaque jour dans sa page « débats » des points de vue d'éditorialistes et de chercheurs occidentaux. Celui du 28 mai 2008 est significatif. Intitulé « Mythmakers of the media » il est signé du professeur Irene Affede di Paola de l'université de Insubria, en Italie. Le texte propose d'abord une liste des actions de l'Occident contre les minorités : les Amérindiens des Etats-Unis, les Vietnamiens et les Irakiens sont cités en exemple de peuples malmenés par les Etats-unis. Il critique ensuite les Occidentaux, défenseurs des droits de l'homme au Tibet sans y croire, pointant leurs contradictions et s'appuyant sur la guerre froide, l'Otan, le Kosovo et même Matteo Ricci et Saint Paul. Le propos ressemble plus à un pamphlet qu'à un argumentaire raisonné et distancié d'un universitaire.

L'application des principes de vérification de l'information, issue des pratiques de l'intelligence économique, sert ici l'analyse de ce cas (Mongin, Tognini, 2006). Après quelques équations de recherches sur Google, Exalead et Ixquick, les résultats montrent que ce professeur, dont le domaine de compétence est inconnu, est absent du site de l'université www.uninsubria.it. Sa présence sur le réseau se limite à deux articles sur un site italien www.varesnews.it, sur le site de Radio Chine international et sur celui d'une section du Rotary Club en Italie⁸. Une recherche sur Factiva, site d'information sur abonnement et sur le moteur de blogs Technorati ne donne rien de plus. Dans tous les cas, les textes disponibles sont

identiques à la contribution parue dans le *China Daily*. Enfin, les résultats sont identiques avec le soutien d'un collègue italien. Que conclure : limites des méthodes de recherche, de l'exemple ? Mauvaise information voire désinformation ? Confusion des genres ? Trancher est difficile. Par contre, cela soulève le doute.

Enfin, en privilégiant l'analyse à l'intérieur du pays, un autre regard peut être porté concernant la présentation des informations sur les émeutes. Le traitement des événements survenus depuis le 10 mars est, par certains aspects, innovant, signe d'une ouverture dans la communication en cas de crise.

Les 15 et 16 mars 2008, le journal télévisé de CCTV, la chaîne nationale, diffusait des images de personnes détruisant des devantures de magasins et des bâtiments en feu. La commentatrice annonçait que ces troubles avaient « La Sa » comme théâtre et la « clique du Da-la-Lama » comme organisatrice, formulations à connotations négatives du régime. En choisissant de montrer autant, il semble que le régime ait pris le risque d'une résonance possible dans la population. Les violences des Tibétains envers les Han, ethnie majoritaire en Chine, sont absentes des commentaires, alors qu'elles ont été mentionnées dans les témoignages de touristes étrangers. Le gouvernement chinois entendait montrer que la région et les Tibétains sont les seules vraies victimes de ces événements et non les immigrés Hans ou l'autorité de Pékin. C'est une position qui pouvait amener les spectateurs à se poser plus de questions. Un tel niveau de transparence est en tout cas inédit. Le 20 mars, dans un reportage d'une quinzaine de minutes, CCTV diffuse des images de heurts avec les forces de l'ordre avec des blessés et des morts. Toutefois, malgré les interviews de nombreuses victimes ou parents, il n'y a aucune mention de violences à caractère ethnique. A partir du 20 mars, l'opinion publique chinoise a accès à la plupart de l'information visuelle disponible dans le reste du monde.

Logiquement, l'information va aussi être disponible sur Internet. Les 15 et 16 mars, les grands sites chinois ne donnaient pas d'information sur les émeutes et le portail américain Youtube était inaccessible. Puis, les premiers titres sur les troubles, une reprise des dépêches de l'agence Chine Nouvelle, ont commencé à gagner les pages d'accueil de Sina et Sohu, les deux principaux portails du pays. Beaucoup de commentaires appelaient à la répression de la rébellion. Des internautes se sont félicités de la nouvelle transparence de la communication du régime : « Avant, je ne regardais jamais les actualités politiques. Mais à midi j'ai vu le Premier ministre Wen qui rencontrait des journalistes étrangers. Je trouve que c'est très excitant. J'ai soudain l'impression d'être fier d'être Chinois⁹. »

À ce stade, nous penchons pour une absence totale de sens critique, favorisée par le contrôle de l'information et nourrie par un nationalisme récurrent. En synthèse, la position de commu-

nication sur cet événement est une fermeture à l'externe, une légère transparence à l'interne, des images sélectionnées mais visibles par tous et une dimension nationaliste.

Un tremblement de terre

Le troisième événement semble marquer encore plus clairement l'entrée de la Chine dans une dimension supplémentaire de la société de l'information. Le 12 mai 2008, un tremblement de terre d'une amplitude de 7,9 a lieu dans la province du Sichuan. Il a fait près de 70 000 morts et 300 000 blessés. Trois étapes segmentent cet événement.

L'ouverture totale et la réactivité immédiate du pouvoir aux journalistes chinois et étrangers qui vont pouvoir faire leur travail facilement : « J'ai été bien accueilli et ai pu faire mon travail tout à fait librement, comme en Occident, les conditions étaient bonnes », témoignait Oscar Garschagen, chef du bureau en Chine du NRC Handelsblad¹⁰. L'ouverture de la région aux victimes, aux lieux et aux responsables a été totale. Il semble que ce soit le reflet d'une réelle émotion et d'une réelle volonté d'informer.

Il est aussi possible de voir cette ouverture médiatique comme un moyen « d'effacer » les images du Tibet, car les tensions internes et externes persiste avec les militants occidentaux et les Tibétains en exil.

Les mouvements citoyens et l'émergence d'une société civile sous contrôle forment la deuxième étape.

Un profond mouvement spontané de dons et de volontaires s'est développé dans tout le pays. Devant cela, des internautes volontaires eux aussi ont pris l'initiative de créer des sites spécialisés. Le but était de répertorier les lieux de regroupement des personnes disponibles pour aider, de gérer le plus efficacement l'affectation des dons, de répartir les actions selon les villages et les sites, en d'autres termes de créer une régulation et une interface d'information entre les sinistrés et les actions citoyennes. Ces sites ont fonctionné dès le début sans restriction, et ce mouvement citoyen est à considérer comme une dimension supplémentaire de la société de l'information sous sa forme chinoise. Dépassant les limites existantes, non contrôlées par le gouvernement, cette émergence de sites à buts humanitaires ajoute un élément aux facteurs d'analyse et de compréhension. Ce mouvement a en effet permis aux citoyens d'agir, de coordonner et d'aider sans aucun des filtres habituels du pouvoir. Il témoigne d'une grande vitalité et d'une forte mobilisation.

Dans le même esprit et fragile signe d'une société civile critique, fin 2008, Ai Weiwei, designer chinois de renommée internationale disposant d'une relative liberté de parole s'est donné

une mission : comptabiliser et donner un nom aux écoliers morts dans les écoles effondrées. C'est le principal point de polémique entre population et gouvernement. Son blog recense le nombre d'enfants morts dans le tremblement de terre afin de mettre le pouvoir face à ses responsabilités. Ai Weiwei pointe ainsi les différences entre chiffres officiels et chiffres collectés, tout en restant conscient que sa notoriété lui permet cette action. Son blog reste toutefois fermé au 6 juin 2009.

Reste à savoir si cet aspect de l'espace public sera durable dans le temps et si cette expérience était capitalisée par la société, facteur souvent absent des mouvements sociaux chinois, comme l'a montré Philippe Beja (2004) à propos des mouvements démocratiques. Cette question est également partagée par le journal économique *Caijing*, qui souligne que « ...du temps sera nécessaire avant que les ONG et les opérations de volontaires puissent se développer sans restrictions arbitraires et avant qu'elles puissent gagner le soutien du public. L'aube de la société civile apparaît plus lointaine que certains ne le pense¹¹. »

Le troisième aspect à analyser est la théâtralisation des scènes de destruction et de secours. Ces images, montées comme de véritables clips à fort contenu émotionnel, ont été diffusées sur tous les écrans TV. Elles ont constitué une mise en scène du tremblement de terre, de ses réactions sociales et de ses conséquences politiques. Nous avons pu observer la présence d'images sur un mode émotionnel sur les écrans des rues, gares, aéroports et lors des émissions TV du soir. Trois types de messages étaient diffusés. D'abord, un récapitulatif des morts, blessés et disparus, parfois par province ; information essentielle et totalement légitime. Ensuite, un compteur des montants des dons collectés pour financer les secours, avec parfois les provenances (associations, villes...). Enfin, et contenu dominant des clips, des montages des « meilleures » images de secours, de sauvetage, d'actions des sauveteurs, des dessins d'enfants. Y étaient associés, des reportages sur Wen Jiabao et, plus rarement sur Hu Jintao, le secrétaire général du parti, présents à intervalles plus ou moins réguliers sur place. L'association d'une musique forte et très typée finissait de donner une dimension spectaculaire et émotionnelle aux images. Cet événement et son traitement suscitent les interrogations suivantes :

- Mouvement spontané reflétant un sentiment patriotique et une réelle émotion permettant à chacun de se sentir membre d'une nation ?
- Théâtralisation favorisée par les médias suivant des instructions et/ou au nom de l'audience ?
- Politique suggérée par le pouvoir ?

Il reste difficile d'identifier les facteurs et leurs influences réciproques. Cependant, cet événement permet de voir comment des acteurs multiples aux intérêts parfois distincts se retrou-

vent côte à côte, dans une utilisation des médias et des TIC. Cet ensemble éphémère parce qu'exceptionnel donne à réfléchir sur l'évolution de la communication dans le contexte chinois¹².

Culture de l'information et société civile

De fait, « une nouvelle culture de l'information émerge en Chine. Elle profite d'un appareil de propagande qui favorise la mobilisation émotionnelle¹³ ». Cependant, le traitement de l'information reste sélectif ; par exemple, des enquêtes de journalistes chinois sur les respects ou non des règles de construction anti-sismiques des écoles du Sichuan ont été découragées. En outre, la capacité de contrôle et de réaction du gouvernement est toujours puissante ; le régime montre là sa grande intelligence en intégrant à chaque fois les contraintes des médias tout en poursuivant son objectif. Ainsi, le 12 mai 2009, les médias ont commémoré le tremblement de terre. Cependant les journalistes occidentaux ont été « découragés » de faire le bilan. Le club des correspondants étrangers a même appelé ses membres à faire preuve de prudence durant cette période. Par ailleurs, toujours au printemps 2009, les signes des Jeux olympiques, tels les logos, restent présents sur les murs, affiches et produits visibles dans la capitale. Le registre semble le même, celui d'une affirmation identitaire à facette nationaliste. Il est possible d'objecter que le discours dominant est différent du « réel » état d'esprit de la population ; il est également intéressant d'entendre sur place des étudiants de vingt ans être les porte paroles de cet état d'esprit.

Références bibliographiques

Arifon, O, Ricaud, Ph. « La liberté d'expression, une spécificité occidentale ? Regards sur la Chine ». Évolution de l'économie libérale et liberté d'expression, M. Mathien, A. Kiyindou, (dir.), Bruxelles, Bruylant, 2007, pp. 347-362.

Béja, J-P., *A la rencontre d'une ombre chinoise, le mouvement pour la démocratie en Chine, [1919-2004]*, Paris, Seuil, 2004

Reporters sans Frontières, *Rapport annuel sur la Chine*, 2007

Libaert, Th., *La communication de crise*, Paris, Dunod, 2006

Mongin P., Tognini F., *Petit manuel d'intelligence économique au quotidien : comment collecter, analyser, diffuser et protéger son information*, Paris, Dunod, 2006.

¹ China media observatory newsletter n°05/08, « Chinese media censorship and Western media reporting of China in the Year of the Beijing olympics », Yuezhi Zhao.

² « Phase ultime d'une suite de dysfonctionnements mettant en péril la réputation et la stabilité d'une entreprise », *La communication de crise*, Th. Libaert, Dunod, Paris, 2005, p. 9

³ Source : anti-cnn.org (traduction par nos soins), consulté le 13 septembre 2008.

⁴ *A War of Words over Tibet*, www.spiegel.de, 1^{er} avril 2008, consulté le 13 septembre 2008.

⁵ Consultation le 20 septembre 2008

⁶ Entretiens en Chine du 20 mai au 19 juin 2008.

⁷ *Presumed Perceptions of Western Media Coverage on China in 2008: Chinese Scholars vs. China-based Foreign Correspondents*, Guo Ke, College of Journalism & Communication, Shanghai International Studies University, (Working paper), 2009.

⁸ Sites consultés le 29 septembre 2008

⁹ Source : Global Voices, (<http://fr.globalvoicesonline.org>), consulté le 29 juin 2008.

¹⁰ Entretien du 13 juin 2008

¹¹ Caijing, Forecast 2008 special issue, Zi Zhongyun, *Civil society, from Afar*, p. 48.

¹² Volontairement le cas des JO n'est pas inclus ; d'une part parce qu'il est lui aussi exceptionnel ; et parce qu'il a été entièrement contrôlé par le parti Etat au service d'un but unique : montrer la puissance de la Chine au reste du monde.

¹³ China Analysis, n°19 mai juin 2008, p. 2.

Olivier Arifon

Résumé

En Chine, médias et technologies de l'information et de la communication sont revendiqués par le pouvoir comme vecteurs de développement économique, de connaissance et de communication. Des analystes occidentaux et chinois caractérisent cette situation de « société de divertissement », signifiant que les messages principaux des médias sont orientés vers la consommation, l'enrichissement et le divertissement. Cependant, des possibilités d'expression pour les citoyens, et plus largement la société civile, existent de plus en plus. A travers trois des quatre événements de l'année 2008 en Chine, tempête de neige, émeutes au Tibet et tremblement de terre, cet article explore les évolutions du rapport aux médias et aux TIC par le gouvernement et par la société civile.

Mots clés :

Société de l'information, société civile, communication de crise, médias, Chine

Abstract

Medias and ITC are presents in China are used as factors of development, of knowledge and communication. By then, forms of expression are available for the citizens and more over for the civil society. The actors are contributors to the evolutions of the public sphere. In this con-

text, the year 2008 in China was a special year. Changes have appears by the modification of the forms of communication of the central government, and moreover by the forms and actions of the citizens. We will examine three majors' facts – snowstorm, Tibetan issues and Sichuan earthquake-, in order to reveal some evolutions, which are indicators of a different context of use of medias and for that may arise in the information society in China.

Key words

Information society, civil society, crises communication, medias, China.

Présentation

Olivier Arifon est maître de Conférences HDR en Sciences de l'Information et de la Communication, chercheur au FARE, Université de Strasbourg. Il a travaillé comme formateur dans le secteur privé et comme attaché de coopération universitaire, pour le ministère des Affaires étrangères. Il enseigne l'intelligence économique et la médiation interculturelle selon l'Occident et l'Asie (Chine, Inde). Ses recherches portent sur les relations entre négociation, communication et management de l'information.

Adresse

17 rue Beethoven, 67000 Strasbourg
Tel 0617990441